

SEPTEMBRE 2022 : SOUS LES NÉGOS, LA BLAGUE !

Le mois de septembre 2022 a donc été chaud, socialement parlant, malgré la baisse des températures. Le mois s'est terminé avec un **29 septembre** bien agité au **Samusocial de Paris**. Pour la première fois depuis 2010, le **115 a fermé**, car les agent.e.s étaient en **grève**. Cela en dit long sur le **mal être** au Samusocial de Paris. Mais aussi de la volonté d'agir et de réagir pour ne pas subir passivement. Des partenaires, jusqu'à Lille et Marseille s'en étonnaient.

L'appel national à la **grève** de la part de la **CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES** (union syndicale à laquelle **SUD Santé Sociaux** appartient) a donc trouvé écho parmi la population qui en a assez de la **vie chère** et de **travailler** dans des **conditions** de plus en plus difficiles et sans reconnaissance.

La section **SUD santé Sociaux** du Samusocial de Paris est donc satisfaite de cette journée nationale de mobilisation. Certes, en petit nombre par rapport à la CGT très visible, au sein de notre établissement, le 29, nous avons néanmoins perçu un engouement fort pour une **mobilisation solidaire** dans une perspective **intersyndicale** de lutte. A l'instar de la journée de mobilisation du **7 décembre 2021**, où nous étions un peu moins de 10 agent.e.s du Samusocial de Paris à faire grève et à manifester dans les rues, ce 29 septembre 2022, des services comme le **115**, ont pu se **réapproprier** de leur sigle et exposer en public leurs questionnements et revendications. L'**atelier pancarte** que nous avons organisée peu avant le rassemblement devant le siège d'Ivry, a eu du **succès** et nous nous en félicitons. Car mettre des mots sur ce que chaque travailleuse.eur vit au quotidien, nous paraît essentiel pour se faire entendre et sensibiliser l'opinion publique tout comme les pouvoirs publics. Sans script préconçu, ni slogan imposé par le haut, les agent.e.s elles/eux-mêmes ont pu exprimer avec leurs propres mots leur vécu et ressenti. Ces pancartes ont été perçues et on fait parler d'elles les jours suivants, à Paris, tout comme le 7 décembre 2021. Et c'est ce que nous cherchons, à ce qu'on parle de ce qui se passe au Samusocial de Paris.

Nous souhaitons aussi avoir une pensée toute particulière pour les **travailleuses.eurs en situation de handicap** qui se sont **mobilisé.e.s**, alors que nous connaissons les difficultés auxquelles iels peuvent être confronté.e.s. **Nous saluons leur courage et détermination**.

Mais le 29 septembre 2022, n'est qu'une date parmi d'autres. Et bien que l'injustice du **Ségu**

2, dit "social", ait pu être un élément supplémentaire pour attiser les colères, **SUD Santé Sociaux** considère que la lutte doit s'étendre au-delà de la revendication de cette "**prime**". Nous demandons toujours une **augmentation** de salaire net et immédiate à hauteur de **400 euros** pour toutes et un **salaire minimum net** à **1700 euros**. La direction a refusé au motif qu'une telle réforme s'élevait à **5 millions d'euros**. Pourtant c'est le minimum pour rattraper notre perte de **pouvoir d'achat**.

Le Direction générale du Samusocial de Paris a reçu, le 29 septembre 2022, une **délégation** avec des représentant.e.s des 4 syndicats de notre établissement : **CGT, CFDT, SUD Santé Sociaux et CNT**. A part quelques querelles entre syndicats pour ne pas se faire **voler la vedette** de la mobilisation au Samusocial de Paris, le dialogue a été plutôt correcte. Néanmoins, **SUD Santé Sociaux**, ne pouvant pas prendre la parole à plusieurs reprises, s'est retiré discrètement avant la fin des pourparlers.

En effet, notre section n'avait pas prévu de faire partie de la délégation, au départ. Ce choix vient de notre **désenchantement** vis-à-vis du dialogue social avec la Direction générale depuis plusieurs années, malgré le renouvellement des têtes. Le **discours** que la direction nous expose nous semble **rébarbatif**. Sur de nombreuses de nos revendications, iels nous expliquent **ne pas avoir de marge de manœuvre**, car cela dépend des **tutelles**. De plus, au vu de la **logique de censure** que la direction pratique en nous refusant par exemple l'**accès aux bandes audio des séances des instances** ou des **procès-verbaux mot-à-mot**, nous comptons de moins en moins sur elle pour nous faire entendre. Par contre, se précise de plus en plus la possibilité d'aller **interpeller directement les tutelles**, à commencer par la **préfecture**, l'**ARS** (Agence Régionale de Santé), la **Ville de Paris** et la **DRIHL** (Direction Régionale Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement) dans un premier temps.

Nous voulons pour exemple la poursuite du **travail territorial** que nous menons depuis déjà plusieurs années, entamé peu avant le Covid et qui s'était donc un peu estompé : collaboration avec les **Unions Locales SUD-Solidaires et CGT**, des **collectifs** comme celui en soutien aux **Familles 115** des hôtels du treizième arrondissement de Paris, la prise de contact avec des **députées** et **maires** Ivryen.ne.s, de Paris, des **conseillères.ers municipales.aux**, mobilisé.e.s sur la question du sans-abrisme.

Notre participation en tant que section syndi-



cale **SUD Santé Sociaux** du Samusocial de Paris intégrée à l'**Union Locale Solidaires de Paris 5°-13°-Ivry**, en plus d'être certes un soutien pour les **familles mal hébergées et/ou sans-abris**, se veut aussi une façon de faire entendre la **voix des travailleuses.eurs** du Samusocial de Paris et du **115-SIAO**.

Dans le discours des familles mobilisées, des associations et des médias, notre enseigne est souvent présentée comme le **mauvais objet**, désignée comme responsable de la situation scandaleuse des **familles mal hébergées ou à la rue**. Et c'est tout à fait compréhensible. Raison de plus pour faire aussi entendre notre voix, pour exposer nos **conditions de travail**, directement liées aux **conditions d'hébergement ou de non hébergement** des sans-abris. Il s'agit d'un **même combat**, en dénonçant les **logiques capitalistes** qui régissent de plus en plus notre secteur, **boursière** et **spéculative**, qui guide l'**esprit** de plus en plus **gestionnaire** des vies humaines, avec des **appels à projet**, des **appels d'offre**, où les établissements et structures entrent en **compétition** plutôt que de travailler ensemble, en essayant d'être toujours plus **compétitifs** pour séduire les tutelles et les financeurs, impliquant de plus en plus de **sous-effectifs**, de **glissements de tâches**, de non-reconnaissance du travail réalisé, de **stagations** et **régressions professionnelles**, des **violences au travail**, des **conflits**, etc.

Nous dénonçons ces logiques et nous opposons.

Cette réalité a un impact sur la **qualité de nos services** rendus et de nos missions. Pouvant aller jusqu'à la **mise en danger** des usagères.ers et des travailleuses.eurs. Comme cela a été dit lors du dernier **Comité de Prévention contre le Violence au Samusocial de Paris** du 23 septembre 2022, nous sommes conscient.e.s que **nous maltraitons** nos usagères.ers, rien qu'en leur disant « *Non, nous n'avons pas de place d'hébergement, rappelez demain* ». C'est une **maltraitance institutionnelle** avec laquelle nous travaillons, dormons et vivons.

Notre section a donc participé à des **rassemblements** de soutien aux familles 115, notamment le **20 septembre**, dans le treizième arrondissement. Le jour d'après, la section a pu participer à une des **réunions du comité**, en présence de tous les soutiens locaux : partis politiques tels que la LFI, EELV, ou encore des associations et collectifs comme le DAL, RESF, LDH, Emmaüs, ainsi que des journalistes.

Enfin, le **28 septembre 2022**, notre section a participé au rassemblement devant la **préfecture de Paris**, dans le quinzième arrondissement de Paris, où la **parole a pu être prise pour témoigner de la réalité du travail au 115 de Paris**, devant les familles concernées et toutes et tous les autres participant.e.s.

A chaque fois une délégation est vue par la préfecture, les député.e.s, les maires. Différentes initiatives essaient également d'interpeller les élu.e.s locales. aux aux sorties des **écoles** où de nombreux **enfants 115** sont scola-

risés. Sont aussi mobilisés la **FCPE** ou encore le **CIPEI** des parents d'élève.

Nous allons donc continuer ce travail de **tissage** sur le territoire avec les autres SUD et Solidaires ainsi qu'avec les autres syndicats qui souhaitent collaborer. C'est aussi **un appel que nous lançons** pour celles et ceux qui veulent nous rejoindre dans ces combats, qui vont de pair avec celui pour nos conditions de travail.

SYNDICATS, TRAVAILLEUSES.EURS, COLLECTIFS, CITOYEN.NE.S, USAGÈRES.ERS : TOUS ENSEMBLE SOLIDAIRES !



SUD
samusocial
Paris

